

**DEPARTEMENT DES PYRENEES – ORIENTALES**  
**VILLE DE CERET**

**ARRÊTÉ N° 902/ 2024**

**Règlementant la circulation et le stationnement**

**Le samedi 14 décembre 2024**

**Centre-ville**

**Festa de la llum**

Le Maire de la Ville de Céret,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2213-1 et suivants, aux pouvoirs de Police du Maire,

VU le Code Pénal et notamment son article R.610.5, indiquant que la violation des interdictions ou le manquement aux obligations édictées par les décrets et arrêtés de police sont punis de l'amende prévue pour les contraventions de 1<sup>ère</sup> classe,

VU le Code de la Route

VU la loi 82.213 du 02 mars 1982, modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

VU la Circulaire de Monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales, en date du 19/06/2023, adaptant la posture Vigipirate à la période « été/automne 2023 » et jusqu'à nouvel ordre. L'ensemble du territoire national est maintenu au niveau « sécurité renforcée – risque attentat », pour faire face à une menace terroriste qui reste durablement élevée.

VU la lettre de Monsieur le préfet des Pyrénées-Orientales, en date du 17/09/2024 maintenant le plan Vigipirate au niveau « urgence attentat »,

VU l'arrêté permanent N°8/2022 portant réglementation du stationnement abusif de plus de 48 heures sur la commune de Céret,

VU la « Festa de la llum » organisée la ville de Céret, le samedi 14 décembre 2024 de 17h00 à 20h00 à Céret

CONSIDERANT que l'organisation de cette animation nécessite, pour la sécurité des participants, des restrictions de stationnement et de circulation,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 – le samedi 14 décembre 2024 de 15h00 à 20h00**

Les prescriptions suivantes s'appliquent :

**Le stationnement** de tous les véhicules sera temporairement interdit et considéré comme gênant la circulation publique sur les voies suivantes :

- Boulevard Maréchal Joffre
- Avenue d'Espagne ( du N°1 au N°1 bis)
- Boulevard Jean Jaurès
- Place Picasso
- Boulevard Lafayette
- Boulevard Arago
- Place de la Liberté
- Rue Victor Hugo
- Place Chaïm Soutine
- Rue Michel Aribaud
- Rue Pierre Rameil

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules des organisateurs, véhicules de secours et des forces de l'ordre.

Le non-respect de ces dispositions sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

Tout arrêt ou stationnement d'un véhicule en infraction avec cette interdiction sera considéré comme gênant au sens de l'article R417-10 du code de la route.

## **ARTICLE 2 – le samedi 14 décembre 2024 de 15h00 à 20h00**

**La circulation** de tous les véhicules sera temporairement interdit et considéré comme gênant la circulation publique sur les voies suivantes :

- Boulevard Maréchal Joffre
- Avenue d'Espagne ( du N°1 au N°1 bis)
- Boulevard Jean Jaurès
- Place Picasso
- Boulevard Lafayette
- Boulevard Arago
- Place de la Liberté
- Rue Victor Hugo
- Place Chaïm Soutine
- Rue Michel Aribaud
- Rue Pierre Rameil

Toutefois ces dispositions ne sont pas applicables aux véhicules des organisateurs, véhicules de secours et des forces de l'ordre.

Le non-respect de ces dispositions sera considéré comme abusif et gênant et passible de mise en fourrière immédiate.

**ARTICLE 3** - Afin d'assurer la sécurité de l'animation, un dispositif « anti-véhicule béliér » sera mis en place sur les voies suivantes :

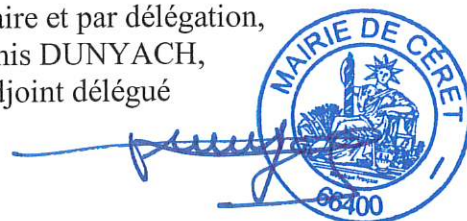
- Boulevard Maréchal Joffre (Devant le Grand Café)
- Avenue d'Espagne ( N°1bis)
- Place de la Liberté
- Rue Pierre Brune

**ARTICLE 4**- La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par les services de la Police Municipale et les Services Techniques.

**ARTICLE 5** - Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Commandant de la Brigade de la Gendarmerie de Céret, M. Le Responsable de la Police Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Céret, le trois décembre deux mille vingt-quatre.

Pour le Maire et par délégation,  
Denis DUNYACH,  
Adjoint délégué



Le Maire

Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.